

Romuald Meigneux/Sipa

Manifestation à Paris, le 14 octobre. **Les membres de la Confédération paysanne protestent avec d'autres associations contre le projet d'accord «*toxique*» entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Ils sont soutenus par les politiques de tous bords, de LFI au RN.**

L'Europe en passe de se plier à l'accord avec le Mercosur

Paris semble prêt à accepter le traité de libre-échange controversé entre l'Union européenne et cinq pays d'Amérique latine, malgré la colère des agriculteurs. L'effet global serait modeste, avec des gagnants et des perdants des deux côtés.

Emmanuel Macron est-il en train de céder sur l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur, l'alliance regroupant le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie ? En visite au Brésil, les 5 et 6 novembre, en amont de la COP30 qui s'est ouverte à Belém *(lire page 38)*, le chef de l'Etat s'est dit *« plutôt positif »* sur cet accord, même s'il *« reste vigilant quant aux intérêts de la France »*.

Le président français est au pied du mur. Après vingt-cinq ans de négociation, le traité a été scellé par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le 6 décembre 2024 puis un texte final a été validé le 3 septembre dernier. Pour être adopté, il doit encore être approuvé par les deux tiers des Etats membres, lors d'un vote mi-décembre. Jusqu'alors, la France a mené la fronde, au nom de la protection de son modèle agricole et de l'environnement. Mais sur ce dossier politiquement explosif, Macron, isolé en Europe et affaibli en son pays, est en train de se laisser convaincre par les clauses de sauvegarde que la Commission a négociées tardivement, à part, qui permettraient de relever les droits de douane temporairement sur les

« produits sensibles » en cas de forte déstabilisation des filières européennes.

Des protections trop vagues, inapplicables pour les syndicats français en colère qui manifestaient encore le 14 octobre contre cet *« accord toxique »* et cette *« trahison programmée »*, soutenus par les politiques de tous bords, de LFI au RN. Mais le patronat, par la voix du président du Medef, Patrick Martin, soutient ce traité, arguant qu'*« il serait dommage de se priver de ce débouché »* alors qu'il faut compenser les pertes engendrées par la montée des droits de douane sur le marché américain et contrer l'agressivité commerciale chinoise dans la zone. Cet accord ouvrirait les portes à un marché de 280 millions de consommateurs avec une exemption de droits de douane sur plus de 90% des exportations européennes. En contrepartie, l'UE ouvre des quotas d'importation de produits agricoles (bœuf, volaille, riz, soja, sucre, éthanol…).

« L'accord est construit sur la complémentarité des économies brésilienne et européenne », note Ligia Maura Costa, professeure à l'Ecole d'administration des affaires de Sao Paulo. Pour autant, son impact semble modeste : selon l'étude présentée par la Commission, il apporterait un gain de PIB de 0,1% pour l'UE et de 0,3% pour le Mercosur d'ici à 2032. Pour la France, les retombées seraient nulles alors qu'il ferait gagner 0,3% de croissance au Brésil, principale locomotive sud-américaine.

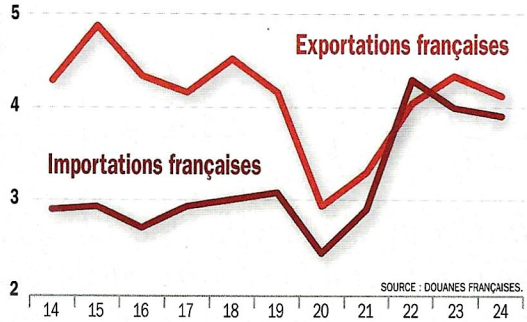
Impacts sectoriels

Tout ça pour ça? *« Hormis le gain global, il faut surtout observer les effets sectoriels*, souligne Lionel Fontagné, de l'Ecole d'économie de Paris. *Il y aura des gagnants et des perdants. »* C'est là que le bât blesse. Le traité devrait accroître les exportations de l'industrie européenne, en éliminant les taxes à l'entrée, de 14 à 35% selon les marchandises. D'après l'étude de Bruxelles, elles bondiraient de 47% dans la chimie-pharmacie, voire de 95% pour les automobiles et pièces. De quoi allécher l'Allemagne, première puissance industrielle d'Europe. Mais l'arrivée de denrées alimentaires à bas prix ne respectant pas nos normes sociales, sanitaires et environnementales affole en France, première puissance agricole d'Europe. Selon les calculs de la Commission, les importations en provenance du Mercosur pourraient progresser de 33% pour la viande de bœuf, résultant en une baisse de 0,4% de la production européenne. Pour le sucre et les fruits et légumes, le traité ferait reculer la production locale de 0,3%. Un fonds de compensation est prévu. Mais *« les éleveurs veulent vivre de leur travail, pas être indemnisés pour disparaître »*, grondent les ONG antitraité.

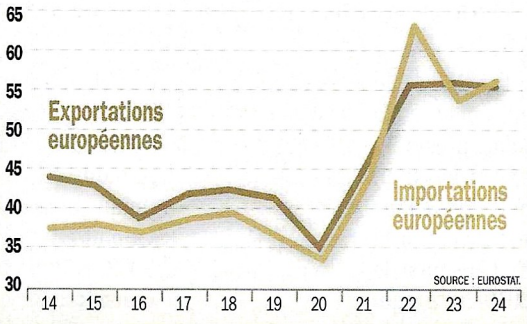
Certaines filières agricoles pourraient y trouver avantage, comme les producteurs laitiers, les fabricants de produits sous appellation géographique protégée, dont 33 françaises seront reconnues. Les viticulteurs, confrontés à la crise en Europe, rêvent aussi de ce grand marché mais les Brésiliens sont de petits buveurs de vin et *« seuls les producteurs déjà très présents, comme les Portugais, en tireront un vrai bénéfice »*, avertit Guillaume Turbat, négociant à Sao Paulo.

Deux balances quasi équilibrées

Echanges commerciaux entre la France et le Brésil (en milliards d'euros)



Echanges commerciaux entre l'Union européenne et le Mercosur (en milliards d'euros)



Le Brésil est un des rares pays avec lequel la France affiche un léger excédent commercial, notamment grâce aux ventes d'avions et de produits chimiques, parfums et cosmétiques.

Au bilan, côté français, l'effet du traité est incertain alors que le Brésil est aujourd'hui un des rares pays avec lequel nous enregistrons un léger excédent commercial grâce notamment aux ventes d'avions et de produits chimiques, parfums et cosmétiques. D'autant que, pour éviter les lourds droits de douane, bien des entreprises françaises ont fait le choix de s'implanter sur place plutôt que d'exporter. Avec 1300 filiales présentes, la France est le premier employeur étranger au Brésil (grâce notamment à Carrefour, Leroy Merlin) et le deuxième investisseur après la Chine.

« Libéralisation progressive »

De l'autre côté de l'Atlantique, le traité est vu comme un levier. *« Pour le gouvernement, c'est un outil stratégique afin de ne pas trop dépendre de la Chine, déjà notre premier partenaire commercial »*, observe Ligia Maura Costa. L'accès au marché européen compenserait aussi les pertes sur le marché américain où Donald Trump a infligé un droit de douane exorbitant de 50%. Dans les Etats du sud et du centre-ouest, bastions de l'agro-industrie, secteur qui représentait 23,3% du PIB en 2023, l'enthousiasme est franc. *« Les producteurs de viande bovine et de volaille comme JBS, Marfrig, Minerva, et de sucre et d'éthanol tel Raízen verront leurs profits augmenter »*, avance l'économiste brésilienne.

Mais du côté des industriels, confrontés à des problèmes de compétitivité, l'inquiétude domine. Ils peuvent craindre l'arrivée des produits européens alors que la valeur ajoutée manufacturière de l'UE est huit fois supérieure à celle du Mercosur. *« L'industrie brésilienne s'est construite derrière un mur protectionniste*, indique Lionel Fontagné. *C'est pour cela que l'accord prévoit une libéralisation très progressive. »* La Centrale unique des travailleurs, principal syndicat du pays, alerte sur un traité qui pourrait *« provoquer des fermetures d'entreprises donc des licenciements »*. Lula da Silva, comme Ursula von der Leyen, ont eux décidé de passer outre les réticences et de croire aux vertus du libre-échange.

Maxime Hanssen